

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-06 relative à l'Urgence

OBJET : Approbation de l'urgence

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (32)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUES ABSENTS : M. Olga BERAL, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, Mme Alice RUSCADE.

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

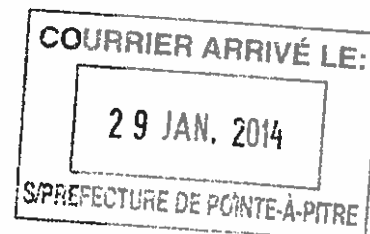
A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que par renvoi de L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article L. 2121-12 prévoit que les établissements publics de coopération intercommunal sont soumis aux règles applicables aux communes de 3.500 habitants et plus, s'ils comprennent une commune de 3.500 habitants et plus ;



Considérant le fait que l'article L. 2121-12 du CGCT dispose que « le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans toutefois être inférieur à un jour franc. Le maire rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence. » ;

Considérant que d'une manière générale, il y a urgence lorsqu'il apparaît nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de l'établissement qu'une question fasse l'objet d'une délibération en un jour plus proche ;

Considérant dans le cas d'espèce, les points à l'ordre du jour de la séance du 13 janvier participent de la mise en place administrative et fonctionnelle de la CANGT et que dans son courrier du 26 décembre 2013, conformément aux dispositions du code général des impôts, la préfète de région a rappelé la nécessité de délibérer en matière de taxe d'enlèvement des ordures ménagères jusqu'au 15 janvier afin de décider du maintien ou de la modification du zonage existant (en ce qui nous concerne le lissage des taux) ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'urgence quant à la nécessité de délibérer sur les point inscrits à l'ordre du jour du conseil communautaire du 13 janvier 2014 ;

ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération ;

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

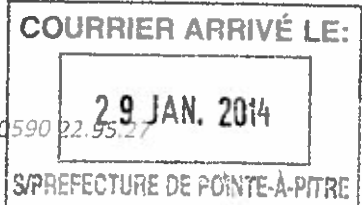
La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-07 relative à l'adjonction de points à l'ordre du jour

OBJET : Adjonction de points à l'ordre du jour

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (33)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPEHAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUES ABSENTS : M. Olga BERAL, M. Alain MOUSTACHE-MAYEK

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

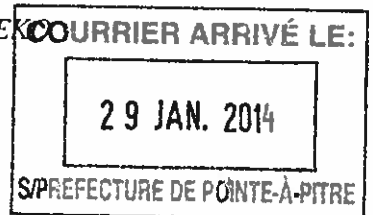
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération.

Considérant la saisine de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt relative à la désignation du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Nord Grande-Terre ;

Considérant la nécessité relative à la création de postes budgétaires permanents permettant l'intégration des agents du Syndicat Intercommunal des Grands Fonds (SIGF) à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.



Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'adjoindre à l'ordre du jour d'une part, la désignation du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Nord Grande-Terre et d'autre part, la création de postes budgétaires permanents permettant l'intégration des agents du Syndicat Intercommunal des Grands Fonds (SIGF) à la CANGT.

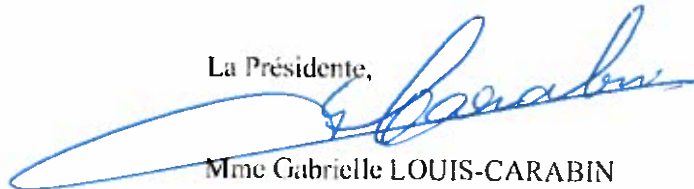
ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

**Délibération n°COM-2014-01-08 relative à l'adoption du Procès verbal du
04 janvier 2014**

OBJET : Approbation du procès-verbal de la séance du 04 janvier 2014

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

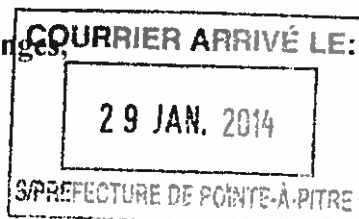
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant le fait que le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 04 janvier 2014 était joint à la convocation du conseil communautaire ;

Considérant les remarques et observations des membres de l'assemblée.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,



Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le procès verbal de la séance du conseil communautaire en date du 04 janvier 2014.

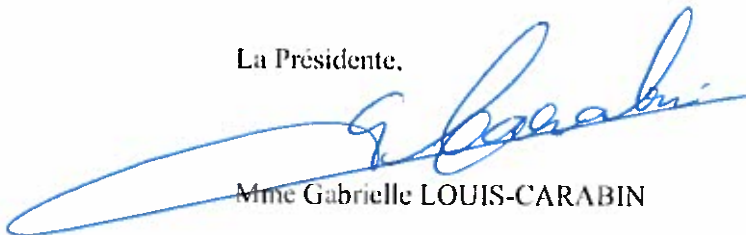
ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

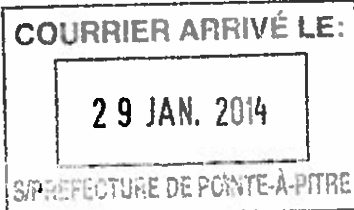
La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-09 relative aux délégations d'attributions du conseil communautaire à la Présidente et au bureau

OBJET : Délégation d'attributions du conseil communautaire à la Présidente et au Bureau

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

COURRIER ARRIVÉ LE:

29 JAN. 2014

S/PREFECTURE DE PONTE-A-PITRE

Considérant que l'article 9 des statuts de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre approuvés par l'autorité préfectorale par arrêté n° 2013-37 daté du 30 mai 2013, stipule que :

« Le Président et les vice-présidents sont élus par le Conseil Communautaire parmi ses membres.

Le Président, organe exécutif de la communauté, assure les compétences fixées par l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il peut à ce titre, déléguer par arrêté, une partie de ses fonctions propres aux Vice-présidents.

Le bureau est composé du Président, des vice-présidents (dont le nombre ne saurait être supérieur à 20%, du nombre de sièges avec un plafonnement à 15), et éventuellement d'un ou plusieurs membres.

L'organe délibérant peut toutefois, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents, supérieur à celui qui résulte de l'application de l'alinéa précédent, sans pouvoir dépasser 30% de son propre et le nombre de quinze. »

Considérant le procès verbal d'installation de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre du 04 janvier 2014 ;

Considérant que par délibération n°COM-2014-01-01 en date du 04 janvier 2014 relative à la composition du Bureau de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, le bureau de la CANGT est composé exclusivement de la Présidente et des dix (10) Vice-présidents ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Considérant les propositions de délégations proposées au conseil communautaire en direction d'une part, du Bureau communautaire dans son ensemble et d'autre part, en direction de la Présidente.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE :

ARTICLE 1 : De déléguer au Bureau communautaire pour la durée de son mandat, les attributions telles que déclinées ci-après :

1/ Généralités

- Approuver les *règlements intérieurs des services publics communautaires*, à l'exception des tarifs qui sont approuvés par le Conseil communautaire ;
- Prendre toute décision pour l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux *élections des représentants du personnel* et au *fonctionnement des organismes paritaires* de la Communauté d'agglomération ;
- Conclure des *conventions avec les communes membres* pour la *mise à disposition de personnels* et pour la signature des conventions de mise à disposition des agents de la Communauté d'agglomération prises en vertu de la loi n°84-53 et du décret d'application n°2008-580 du 18 juin 2008 ;
- Conclure les *conventions n'emportant aucune incidence financière*.
- fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- statuer sur les conventions relatives aux services du centre de gestion notamment la médecine professionnelle et autre service d'assistance

2/ Dans le domaine patrimonial et économique

- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté d'Agglomération ;
- Décider de la conclusion et de la révision de la location de biens ou immeubles pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services de la Communauté d'agglomération ;
- Autoriser le Président à prendre toutes décisions concernant la prise à bail, l'acquisition et la cession de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que des transactions de prix dans la limite des crédits prévus dans le budget ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté d'agglomération à notifier aux expropriés et à répondre à leurs demandes ;
- Autoriser le Président à conclure les conventions d'occupation du domaine public ;

3/ Marchés Publics

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres concernant les opérations qui ont fait l'objet d'une inscription budgétaire, à l'exception des marchés publics et accords-cadres relevant de la procédure adaptée et d'un montant inférieur aux seuils définis périodiquement par décret, pour lesquels délégation est donnée au Président
- Le Bureau est autorisé également à prendre toute décision concernant les avenants aux marchés publics et accords-cadres concernant les opérations qui ont fait l'objet d'une inscription budgétaire, à l'exception de ceux pour lesquels délégation est donnée au Président ;

- Conclure les protocoles transactionnels dans le cadre des marchés et contrats et définir, si besoin, les conditions d'application des pénalités contractuelles
- Approuver les conventions constitutives des groupements de commandes de l'article 8 du code des marchés publics favorisant la mutualisation des moyens,
- Fixer les primes en cas de concours de maîtrise d'œuvre ou dans le cadre de toute consultation lorsqu'un début de prestation est sollicité afin de permettre d'éclairer le choix de l'EPCI

4/ Finances

- D'octroyer une garantie d'emprunt et à approuver les conventions afférentes ;
- Fixer les modalités de prise en charge des déplacements des élus dans le cadre de leurs missions et prendre toute mesure visant à confier un mandat spécial aux élus communautaires ;
- Constituer l'ensemble des dossiers de subventions et solliciter les différents organismes partenaires de la communauté pour les actions relevant du domaine de ses compétences (contrats pluriannuels et autres aides) ;
- Prendre toute décision en matière de validation de programmes d'opérations ainsi que des avants - projets (sommaires ou détaillés) ;
- Répartir les subventions votées au budget ;
- Prendre toutes décisions concernant la passation, l'exécution des conventions de formation, lorsque les crédits sont votés au budget ;

ARTICLE 2 : De déléguer à la Présidente pour la durée de son mandat, les attributions telles que déclinées ci-après :

1/Généralités

- Intenter des actions en justice (tant devant les juridictions de l'ordre judiciaires qu'administratifs) ou défendre la communauté dans des actions intentées contre elle dans tous les domaines relevant de sa compétence,
- Passer les contrats d'assurances, accepter et affecter les indemnités de sinistre y afférentes, prendre en charge le règlement des sinistres dont le montant est inférieur à la franchise contractée auprès de la compagnie d'assurance.

2/ Ressources Humaines

- Fixer les modalités de défraiement des stagiaires
- Définir les astreintes et permanences après avis du CTP
- Statuer sur la répartition du régime indemnitaire

3/ Finances

- Créer, modifier ou supprimer l'ensemble des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services et en définir les conditions et modalités (indemnité de responsabilité au régisseur, fixation du montant maximal de l'encaisse...)
- Réaliser les emprunts destinés au financement des investissements dans la limite des inscriptions budgétaires et de passer à cet effet les actes nécessaires
- Conclure les lignes de trésorerie nécessaires au bon fonctionnement de la communauté ;
- Mettre à jour les tarifs suite aux modifications imposées par les organismes extérieurs partenaires (tarifs d'entrée réglementés, valeur de chèques...)
-

4/ Marchés publics

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres d'un montant inférieur au seuil défini par décret (marché en

procédure adaptée) ainsi que toute décision concernant leurs avenants et décisions de poursuivre lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5/ Dans le domaine patrimonial et économique

- Décider de la révision du louage de choses immeubles pour une durée n'excédant pas douze ans
- Décider de la conclusion et de la révision du louage des biens mobiliers
- Décider de l'aliénation de gré à gré des biens immobiliers jusqu'à 5 000 €
- Déposer au nom de la Communauté d'agglomération les déclarations de travaux

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, que les décisions prises en application de la présente délibération, pourront être signées par un vice-président agissant par délégation de la présidente dans les conditions fixées à l'article L.5211-9 dudit Code.

ARTICLE 4 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-10 relative à la mise en place de la Commission
Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.)

OBJET : Mise en place de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.)

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUIJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

Le Conseil Communautaire ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Impôts, particulièrement, son article 1609 nonies C ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

COURRIER ARRIVÉ LE:

29 JAN. 2014

S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE

Considérant qu'il doit être créé entre l'établissement public de coopération intercommunale et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges ;

Considérant que cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers ;

Considérant qu'elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées et que chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :**

DECIDE

ARTICLE 1 : De mettre en place de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

ARTICLE 2 : De fixer à sept le nombre de membres de cette commission, soit : le Président de la CANGT, le Vice-Président délégué au finances (président délégué) et un membre pour chaque ville.

ARTICLE 3 : De dire que l'élection aura lieu, après recensement des candidatures au sein de chaque ville membre qu'il s'agisse de conseillers municipaux ou communautaires, lors d'une prochaine séance du Conseil Communautaire.

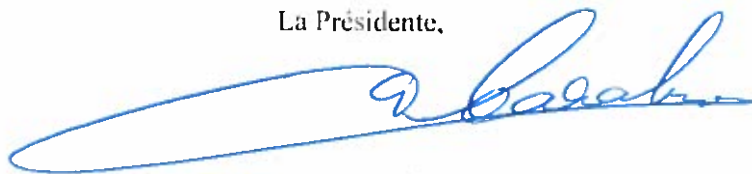
ARTICLE 4 : De dire que puissent participer aux travaux de la CLECT, à titre d'experts, les directeurs généraux des services ou responsables des villes membres.

ARTICLE 5 : La Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, le Comptable public de la Trésorerie Port-Louis/Anse-Bertrand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-11 relative au lissage des taux de la taxe
d'enlèvement des ordures ménagères

OBJET : Lissage des taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

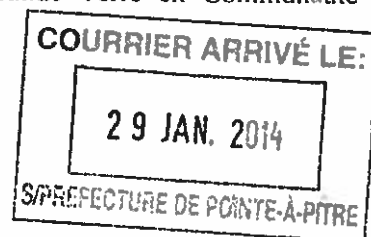
A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2224-13 et suivants ;

VU les dispositions des articles 1520, 1639 A bis, 1379-0 bis, 1609 quater, 1521 et 1522, 1636 B undecies du code général des impôts ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;



VU la délibération du 14 Octobre 2013 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Nord Grande terre (CCNGT) instaurant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et le zonage correspondant au territoire de chaque commune.

Considérant que dans son courrier du 26 décembre 2013, la Préfète de la Région Guadeloupe a rappelé la nécessité de délibérer en matière de taxe d'enlèvement des ordures ménagères jusqu'au 15 janvier afin de décider du maintien ou de la modification du zonage existant ;

Considérant que la TEOM a été instaurée avant le 15 octobre par la CCNGT ;

Considérant que l'instauration par la Communauté de la TEOM pose la question de l'harmonisation des taux différents existant sur son territoire : le deuxième alinéa du 2 de l'article 1636 B undecies du Code général des impôts offrant la possibilité de mettre en place un dispositif de lissage des taux vers un taux unique ;

Considérant que ce taux unique peut-être un taux moyen pondéré ou un taux d'équilibre.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'adopter la convergence du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères vers un taux moyen de 9,60 % sur une durée de 10 ans à compter de l'année 2014, conformément au tableau ci-dessous.

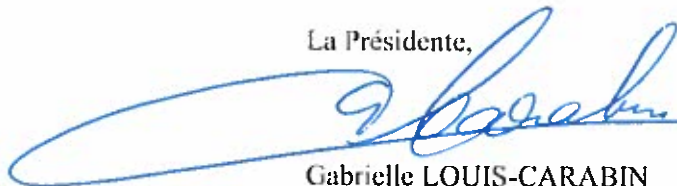
Variation annuelle des taux			
Communes	Lissage sur 10 ans	Impact annuel €/hab	Nbre habitants
Anse-Bertrand	0,14%	0,85€	4775
Morne-à-l'Eau	-0,01%	-0,03€	16,25
Le Moule	0,06%	0,48€	22381
Petit-Canal	-0,24%	-0,93€	8038
Port-Louis	-0,22%	-1,23€	5512

ARTICLE 2 : La Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, la Direction des Finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,



Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-12 relative à la création de postes budgétaires

OBJET : Création de postes budgétaires

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHÉXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

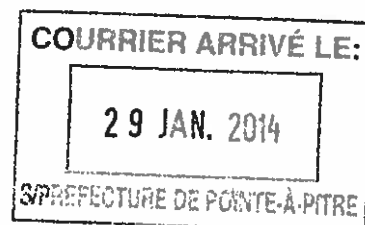
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 34, 53, 53-1 ;

VU l'article 1^{er}, II du décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

VU le tableau des emplois.



Considérant que l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Considérant qu'il échoit au Conseil communautaire le soin de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services ;

Considérant d'une part, la mise en place de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre (C.A.N.G.T) et sa nécessaire organisation administrative ;

Considérant qu'il convient de créer un emploi fonctionnel de directeur général adjoint correspondant à la strate démographique dans laquelle se situe la C.A.N.G.T. (40000 à 150000 habitants) ;

Considérant que la Présidente propose à l'assemblée la création d'un emploi de directeur général adjoint (40000 à 150000 habitants) à temps complet à compter du 13 janvier 2014 ;

Considérant d'autre part, le fait que l'avènement de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre implique la dissolution du Syndicat Intercommunal des Grands Fonds ;

Considérant qu'en application notamment de l'article L. 5212-33 du CGCT, l'avènement de la CANGT implique la dissolution du SIGF ;

Considérant que le transfert de la compétence « eau et assainissement des eaux usées » à la CANGT implique le transfert de plein droit des agents du SIGF ;

Considérant que le personnel concerné doit être nommé dans un emploi de même niveau tout en tenant compte des acquis ;

Considérant la proposition de la Présidente,

Il est proposé au conseil de créer :

- deux (2) emplois de Directeur Général Adjoint à temps complet ;
- un (1) emploi d'attaché territorial à temps complet ;
- un (1) emploi de rédacteur territorial à temps complet ;
- un (1) emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps complet ;
- un (1) emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (30/35^{ème}) ;
- trois (3) emplois d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps complet ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
33	0	1

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer un emploi de directeur général adjoint (40000 à 150000 habitants) à temps complet à compter du 13 janvier 2014.

ARTICLE 2 : De créer :

- un (1) emploi de Directeur Général Adjoint à temps complet
- un (1) emploi d'attaché territorial à temps complet
- un (1) emploi de rédacteur territorial à temps complet
- un (1) emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps complet
- un (1) emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (30/35^{ème})
- trois (3) emplois d'adjoint technique de 2^{ème} classe

ARTICLE 3 : De modifier le tableau des emplois.

ARTICLE 4 : D'inscrire au budget les crédits correspondants.

ARTICLE 5 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, le Comptable public de la Trésorerie Port-Louis/Anse-Bertrand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,

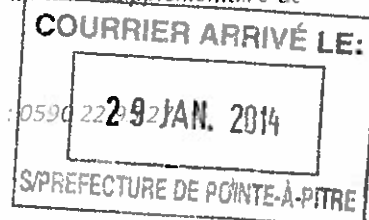


Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe-ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Rue Gambetta, Mairie annexe, 97117 Port – Louis ☎ : 0590 22.96 35 ✉ : 0590 22.96 35



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-13 relative à l'élection du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Nord Grande Terre

OBJET : Election du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Nord Grande-Terre

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant la saisine de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF) relative à la désignation par la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre du Président du Groupe d'Action Locale (GAL) Nord Grande-Terre ;

Considérant les précisions portées quant au fonctionnement du GAL que la Communauté de communes du Nord Grande-Terre a présidé ;



Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De désigner Monsieur Max Byram, Président Groupe d'Action Locale (GAL) du Nord Grande-Terre.

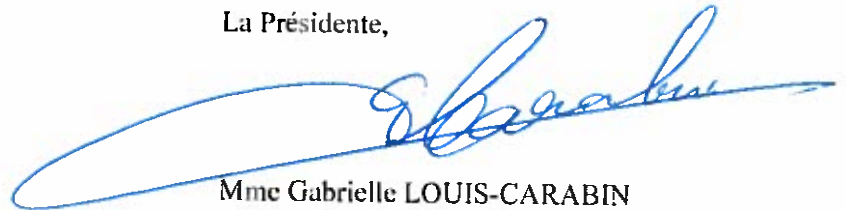
ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, le Comptable public de la Trésorerie Port-Louis/Anse-Bertrand sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

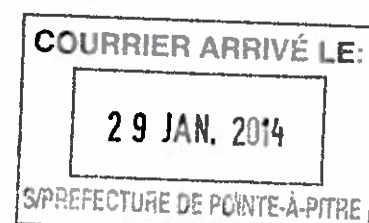
La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 13 Janvier 2014

(2^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-14 relative à la détermination du lieu de la séance du Conseil communautaire

OBJET : Détermination du lieu de la prochaine séance du conseil communautaire

L'an deux mille quatorze, le lundi treize janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Morne-à-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (34)

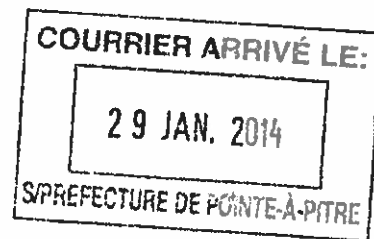
M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : Mme Anithe ERONI

DELEGUE ABSENT : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : néant

A été élu secrétaire de séance : M. Pierre PORLON



Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que l'article L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que :
« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres. Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos » ;

Considérant que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes membres.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la prochaine séance du conseil communautaire se tiendra à la mairie de Petit-Canal.

ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération du Nord-Grande terre, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

